

BULLETIN D'INFORMATION

> REINTEGRATION

Des solutions durables pour les rapatriés



Grâce à l'appui financier du HCR, le groupement des femmes du village de Raoueke a pu acheter une pirogue pour la pêche sur le fleuve Cavally. Elles vendent les poissons et se partagent les revenus en vue de mener individuellement d'autres activités génératrices de revenus. © UNHCR/Daouda Guirou

En Côte d'Ivoire, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires contribuent à garantir les droits fondamentaux des personnes rapatriées et à trouver des solutions durables qui leur permettront de reconstruire leur vie dans la dignité.

SOMMAIRE

- [p.2 Problématique des conflits fonciers](#)
- [p.2 En bref : La réintégration en Côte d'Ivoire](#)
- [p.3 Du retour facilité à la réintégration durable](#)
- [p.3 Besoins principaux des rapatriés](#)
- [p.4 La réintégration durable par la formation](#)
- [p.5 Les activités de réintégration du HCR](#)
- [p.6 Contacts](#)

Conflits fonciers : « L'encadrement des acteurs s'impose ! »

L'Administratrice Chargée des Solutions Durables à la sous-délégation de Guiglo, Mme Ernestine NIRERE, s'est entretenue avec le Sous-Préfet Central de Bloléquin, M. KOFFI Yao Kan Claude sur la **problématique des conflits fonciers** dans le processus de la réintégration des rapatriés.

Mme Ernestine NIRERE (EN) : Monsieur le Sous-Préfet, comment la résolution des conflits fonciers est-elle organisée dans votre circonscription ?

M. KOFFI Yao Kan Claude (KYKC) : Les conflits des rapatriés, comme ceux des autres personnes, sont résolus par le chef de village et ses notables. Au niveau de la sous-préfecture, notre commission intégrée de conciliation et de gestion des conflits travaille de façon autonome. A ce jour, environ 1 000 conflits en attente de solutions sont enregistrés. Il arrive que j'aille moi-même sur le terrain quand les chefs de villages et la Commission ne parviennent pas à trouver une solution à un problème.

EN : Les rapatriés disent que leurs terres sont occupées et que des sommes exorbitantes leur sont demandées pour la résolution des conflits ?

KYKC : Dans les normes, le Sous-Préfet de Bloléquin n'exige rien quand il se déplace pour aider dans la résolution d'un conflit. La plupart des chefs de village nient prendre de l'argent, mais j'ai constaté sur leurs convocations qu'avant de statuer sur leur cas, un montant de 5000 FCFA est exigé aux parties en conflit. Ceci bloque voire accentue les conflits. La Commission intégrée de conciliation et de gestion des conflits exige 30 000 FCFA. La Commission est indépendante et n'a pas de rétribution de la part de l'Etat, mais ce montant n'est pas fixé suivant un consensus et me semble élevé.

EN : Que préconisez-vous ?

KYKC : Le HCR Côte d'Ivoire a promis de doter la sous-préfecture très prochainement de motos. Celles-ci allégeront les frais de transport. Seuls les frais de carburant et des repas froids seront demandés aux parties par les membres de la commission. Je compte organiser un atelier avec tous les chefs de villages afin de s'accorder sur ce qui est acceptable de demander aux parties en conflit et d'uniformiser les approches. Les chefs de villages doivent travailler à la réconciliation de leur population, et non le contraire.

EN BREF

La réintégration en Côte d'Ivoire

Après une décennie de **crise politico-militaire**, plus de 266.000 réfugiés ivoiriens ont regagné leur pays depuis 2011. Parmi eux, 68 000 ont pu retourner dans la sécurité et la dignité grâce à l'assistance du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires.

Le HCR apporte un soutien au gouvernement ivoirien pour assurer la réintégration durable des réfugiés en Côte d'Ivoire, qui est un **gage de cohésion sociale** et de développement socio-économique du pays. Le HCR s'attache en priorité à trouver des **solutions durables**, et notamment à pérenniser les retours et à favoriser la réintégration en collaboration étroite avec les autorités locales, les populations hôtes et les populations de retour dans leur lieu d'origine.

Du retour à la réintégration: une responsabilité collective

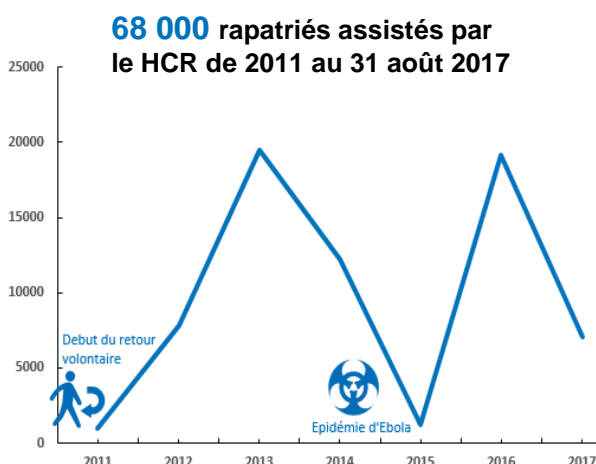
Depuis 2015, le HCR a aidé **68 000 réfugiés Ivoiriens** à regagner leur pays en toute sécurité et dans la dignité.

Le mandat de l'UNHCR consiste à assurer, en collaboration avec d'autres acteurs, la protection internationale des réfugiés et à les aider à trouver des solutions durables à travers le rapatriement librement consenti, l'intégration sur place ou la réinstallation.

Depuis 2011, près de 68 000 réfugiés sont retournés en Côte d'Ivoire en toute sécurité et dans la dignité grâce au soutien du HCR et de ses partenaires.

Ce retour nécessite pour une meilleure intégration au sein de la société de rétablir la protection, d'acquérir la capacité de maintenir les moyens d'existence et l'accès aux services de base et enfin de se réinsérer complètement dans les communautés et le pays d'origine.

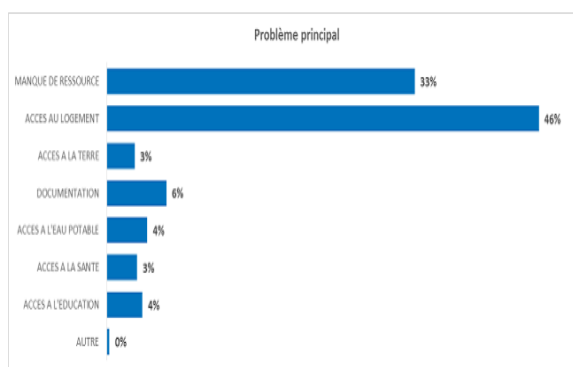
La réintégration est un processus qui doit aboutir à l'égalité entre les rapatriés et leurs compatriotes en ce qui concerne les droits et devoirs légaux mais aussi l'accès aux services, biens et possibilités de production. Ainsi, la réintégration équivaut à une responsabilité collective sous la régie d'un gouvernement.



Besoins principaux des rapatriés

Les agents de protection terrain de l'UNHCR Côte d'Ivoire vont à la rencontre des personnes rapatriées dans leurs localités de retour afin d'identifier les problèmes auxquels elles sont confrontées. Ainsi, ces agents assurent un suivi des problèmes de protection des rapatriés et réfèrent les cas de protection aux différents partenaires du HCR.

Quand l'on interroge les rapatriés sur les problèmes principaux liés à leur retour, l'accès au logement et le manque de ressources ressortent comme les deux défis majeurs de réintégration.



La difficulté d'accès au logement est le principal défi à la réintégration effective des rapatriés. Ainsi, plus de 80% des ménages rencontrés n'ont pas accès à leur ancien logement à leur retour d'exil.

La réintégration durable par la formation professionnelle

Depuis l'ouverture du **Centre de Formation Professionnel de Tabou** en novembre 2013, plus de 1000 jeunes garçons et filles, dont 746 rapatriés ont pu y apprendre un métier. Beaucoup d'entre eux s'installent à leur propre compte, comme **Monsieur HIE Joël**. Après quatre ans d'exil au Liberia, il est rentré à Tabou. Aujourd'hui, il est devenu autonome et formateur d'autres jeunes de Tabou. Il a accepté de partager son expérience avec M. Antoine MONEMOU, Administrateur HCR Chargé des Solutions Durables à Tabou.



Joël HIE est rentré en Côte d'Ivoire en 2015, dans le premier convoi de rapatriement après un long arrêt suite à la fièvre hémorragique à virus Ébola. © UNHCR/A. Monemou

Je suis rentré en décembre 2015 suite au rapatriement volontaire organisé et facilité par le HCR. Arrivé à Tabou, je me suis inscrit au centre de formation professionnelle.

Nous avons démarré la formation avec d'autres rapatriés venus dans le même convoi. Nous avons tous choisi des métiers : menuiserie, maçonnerie, couture, coiffure, etc. Toute la formation était gratuite. Après neuf mois de formation intense, sans repos ni pause, nous avons fait l'évaluation finale. Dieu merci j'ai été « meilleur apprenant en couture ». J'ai bénéficié d'un kit d'installation, tout comme 11 autres de mes amis. Le kit était composé d'une nouvelle machine à coudre, d'un fer à repasser, d'une paire de ciseaux, de fils, de tissus, de garniture,

de popeline lourd et faible etc. Vraiment tout ce dont j'avais besoin pour démarrer mon activité.

Actuellement, je partage l'atelier avec un couturier installé au marché. Je travaille de lundi à samedi de 8h à 18h. J'économise entre 3 000 et 5 000 FCFA par jour, et grâce à ce que je gagne, je mets mon enfant à l'école et j'aide ma maman à s'occuper de lui. Pendant la formation, nous avons aussi fait de la comptabilité simplifiée. J'ai ouvert un compte et maintenant j'économise pour l'achat des matériels pour mon métier.

Je conseille aux autres rapatriés d'apprendre un métier et de voler de leurs propres ailes. Je souhaite que ce centre de formation demeure pour aider d'autres personnes.

Les activités de réintégration du HCR en Côte d'Ivoire

Janvier - juillet 2017

Tout au long de l'année, le HCR mène des projets pour faciliter la réintégration des rapatriés en Côte d'Ivoire. Ces activités, qui visent à la fois les **rapatriés** et les **communautés** dans les principales zones de retour, vont de la construction des abris à la réhabilitation des écoles, des centres de santé ou des puits, et de la sensibilisation de la population à la cohésion sociale à la création des activités génératrices de revenus. Ainsi, au premier semestre 2017, le HCR, en étroite collaboration avec ses partenaires, a réalisé de nombreuses activités dans l'Ouest et le Sud-Ouest (voir carte) dont quelques exemples sont listés ci-dessous.

71 % d'avancement sur la **réhabilitation du dispensaire** de Diboké (Blolequin)

70 % d'avancement sur la construction du bâtiment de trois **classes** à Tuambly

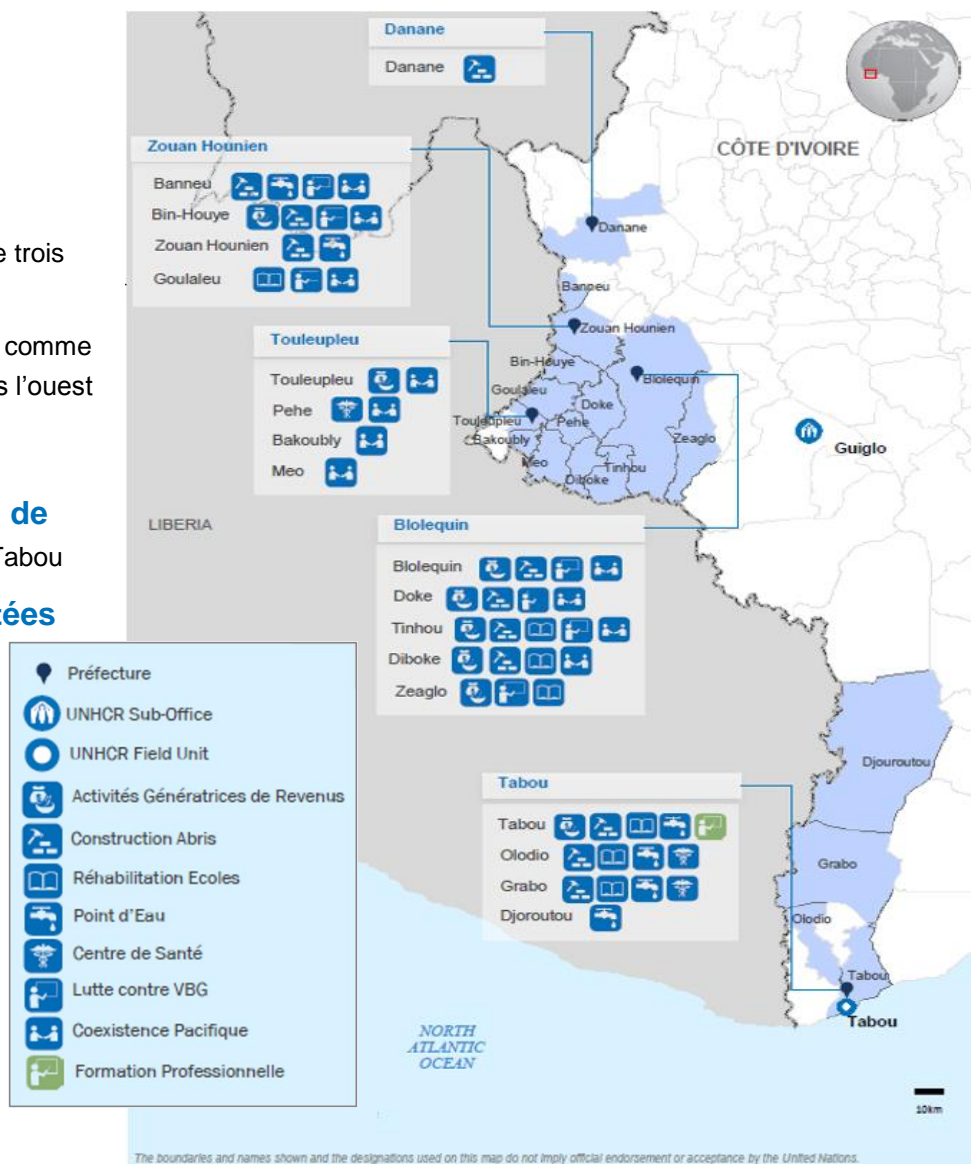
278 ménages sélectionnés comme bénéficiaires **d'abris** dans l'ouest et le sud-ouest

73 personnes formées à la technique de **confection de briques** en terre cuite à Tabou

Trois **pompes réhabilitées** dans les localités de Para, Gnato et Karié au Sud-Ouest

13 **sensibilisations de masse** sur la cohésion sociale organisées

1 390 personnes recevront une assistance en **abris** et en **latrines familiales** au cours du second semestre 2017.



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Printing date: 03 Aug 2017 Sources: UNHCR, UNCS Authors: kizima@unhcr.org Feedback: mapping@unhcr.org

CONTACT

Lisa Hastert

Reporting and External Relations Officer

UNHCR Cote d'Ivoire, Abidjan

Tel.: +225 74 80 79 40

E-mail: hastert@unhcr.org

Ernestine Nirere

Durable Solutions Officer, UNHCR Guiglo

Tel.: +225 04 00 47 44

E-mail: nirere@unhcr.org

Antoine Monemou

Durable Solutions Officer, UNHCR Tabou

Tel. : +22534724120

E-mail: monemou@unhcr.org

Pour plus d'information

Site Web: www.unhcr.org

Web Portal: data2.unhcr.org/fr/situations